



HAL
open science

Les Etats-Unis et le Japon Champions de l'intelligence économique

Jacques Fontanel, Liliane Perrin-Bensahel

► **To cite this version:**

Jacques Fontanel, Liliane Perrin-Bensahel. Les Etats-Unis et le Japon Champions de l'intelligence économique. Problèmes économiques. Hors-série, 2008. hal-04600811

HAL Id: hal-04600811

<https://hal.univ-grenoble-alpes.fr/hal-04600811>

Submitted on 4 Jun 2024

HAL is a multi-disciplinary open access archive for the deposit and dissemination of scientific research documents, whether they are published or not. The documents may come from teaching and research institutions in France or abroad, or from public or private research centers.

L'archive ouverte pluridisciplinaire **HAL**, est destinée au dépôt et à la diffusion de documents scientifiques de niveau recherche, publiés ou non, émanant des établissements d'enseignement et de recherche français ou étrangers, des laboratoires publics ou privés.

Les Etats-Unis et le Japon Champions de l'intelligence économique

Jacques Fontanel et Liliane Bensahel

Problèmes économiques, n°2940

La Documentation Française, 2008.

Résumé : Les Etats-Unis et le Japon ont une grande expérience des avantages procurés par les politiques nationales s'intelligence économique, souvent confondue avec l'espionnage industriel. Il s'agit de recueillir, dans le domaine économique, toutes les informations susceptibles d'améliorer la compétitivité des entreprises ou des firmes nationales, mais aussi la sécurité du pays. Dans le cadre de la mondialisation, les grandes firmes multinationales ont perdu plus ou moins fortement le lien avec les territoires de leurs premiers développements. Cependant, avec l'intelligence économique appliquée par les Etats, il s'agit de récupérer les informations disponibles permettant aux activités implantées sur le territoire d'être informées des évolutions prochaines de la concurrence, en vue d'une réaction plus rapide des firmes, notamment dans le domaine des nouvelles technologies.

The United States and Japan have extensive experience of the benefits of national economic intelligence policies, which are often confused with industrial espionage. In the economic sphere, the aim is to gather any information likely to improve the competitiveness of national companies or firms, as well as national security. In the context of globalization, large multinational firms have lost, to a greater or lesser extent, their links with the territories where they first developed. However, economic intelligence, as applied by governments, is all about recovering available information, enabling local businesses to keep abreast of forthcoming developments in the competitive environment, so that they can react more rapidly, particularly in the field of new technologies.

Mots clés : intelligence économique, espionnage industriel, puissance des Etats

Economic intelligence, industrial espionage, State power

Les pays anglo-saxons et le Japon travaillent en profondeur dans le domaine de l'intelligence économique, de la contre-intelligence et de l'espionnage économique. En revanche, la France a beaucoup de retard dans ce domaine, sauf sans doute dans le secteur militaire. Aujourd'hui, sous l'impulsion du gouvernement et notamment de la Délégation générale pour l'intelligence économique elle se propose de rattraper son retard. La SCIP (Society of Competitive Intelligence Professionals) définit l'intelligence économique comme un processus de gestion d'un environnement compétitif, mis en place par les responsables d'entreprises désireux de construire leurs stratégies en matière de commercialisation, de recherche-développement ou de technologies. Il s'agit d'engager un processus constant de collecte d'informations selon des procédés éthiques et surtout légaux.

L'intelligence économique n'est pas synonyme d'espionnage industriel. Dans son sens le plus étroit, il s'agit d'un système de recueil légitime de l'information, soutenu par un traitement spécifique et orienté en vue de produire des renseignements. Pour passer du renseignement à l'intelligence économique, un besoin d'éthique peut apparaître. Il s'agit alors de renforcer la situation compétitive (*competitive intelligence*) ou technologique (*competitive technical intelligence*) d'une entreprise.

L'intelligence économique a plusieurs caractéristiques :

- elle est organisée autour du développement et de la compétitivité des entreprises ;
- elle fait intervenir l'idée d'entreprises nationales en relations étroites avec les impératifs de sécurité et de défense de la nation. L'État est partie prenante dans les stratégies et le pilotage du développement de l'entreprise et du maintien de sa compétitivité. Il intervient notamment pour favoriser les relations avec les autres espaces politiques, économiques et scientifiques. Les collectivités territoriales elles-mêmes développent l'idée d'une « intelligence territoriale » comme outil de stratégie, de communication et de pilotage.

L'intelligence économique peut être définie comme l'ensemble des actions coordonnées de recherche, de traitement et de distribution de l'information en vue de son exploitation utile en faveur des acteurs économiques. Ces diverses actions sont menées légalement avec toutes les

garanties de protection nécessaires. Dans ce contexte, l'intelligence économique intéresse à la fois le développement des entreprises et la sécurité nationale. En effet, la puissance militaire doit s'appuyer sur une économie forte, une technologie de pointe et un système d'information efficace en vue de comprendre les stratégies des autres acteurs. Si l'intelligence économique concerne les entreprises dans un premier temps, la faiblesse des unités de production nationales constitue aussi un facteur de réduction de l'indépendance et de la force d'une nation.

Le gouvernement des États-Unis a souvent utilisé le critère de la défense nationale pour conduire une politique industrielle. Les grandes entreprises américaines ont bénéficié de contrats de recherche-développement très importants, lesquels ont souvent permis à celles-ci d'acquérir de nouvelles compétences applicables aussi au domaine civil, au moins dans le long terme, notamment dans les domaines cruciaux de l'information, du cyberspace et du secteur spatial. L'information se présente d'abord comme une production de richesse, celle du savoir dans un milieu concurrentiel.

La gestion de l'information domaine privilégié des États-Unis

La guerre de l'information est souvent revendiquée. Elle met en évidence l'émergence de la civilisation de « l'ère de l'information » et le développement parallèle de modes d'affrontements politiques et sociaux qui convergent vers l'affaiblissement des États-nations et de leur monopole de la violence organisée. Dans ce contexte, le possesseur de l'information peut mieux « informer » sa décision et la rendre plus rigoureuse et plus cohérente. L'économie a un double rôle sur l'intelligence économique. D'une part, celui qui la possède améliore les conditions d'expression de sa compétitivité, ce qui favorise la réalisation de ses objectifs militaires de sécurité nationale. D'autre part, le futur de l'économie mondiale étant fondé sur l'industrie de l'information, le secteur militaire ne peut prospérer que dans le cadre d'une économie forte. Le pays qui possède le plus de richesses peut en consacrer une part substantielle au maintien d'une sécurité suffisante pour pérenniser une puissance économique que d'autres puissances pourraient lui contester.

Les États-Unis sont friands de gestion de l'information. L'économie de l'information constitue un enjeu important car elle permet « de rentabiliser, grâce à un coût marginal très faible d'usage et de diffusion, les investissements informationnels importants réalisés ex ante pour numériser les systèmes de transaction et de commercialisation » (Baumard, 2002)). Dans le domaine des communications, soutenus par un immense marché intérieur, les groupes américains atteignent plus de 42 % du chiffre d'affaires mondial. La maîtrise de l'information permet de produire et de vendre à la fois des technologies, mais aussi des standards et une culture. La stratégie nationale d'information est une condition de la puissance, au même titre que l'industrie ou l'armée. Dans ces conditions, l'intelligence économique a pour fonction de renforcer le développement économique des États-Unis et donc d'améliorer le potentiel de sécurité de ce pays face aux menaces extérieures.

Un atout considérable

Pour les États-Unis, la révolution de l'information est un atout considérable qui leur permet de se développer à un rythme élevé. Les sociétés américaines sont leaders dans un secteur qui conduit à une transformation aussi profonde que la révolution industrielle du XIXe siècle. Ce secteur ne représente pourtant que 10 % de l'emploi américain, mais c'est un facteur essentiel de croissance, du fait de la productivité qu'il dégage. Il aide les États-Unis à innover, à développer des idées, à accroître la flexibilité des entreprises et à améliorer les conditions de vie de ses citoyens. Pour ce faire, le gouvernement américain se propose de conduire une politique souple de développement du secteur, de promouvoir les politiques qui incitent à la confiance de l'Internet, de développer les régimes légaux et de régulation pour renforcer le e-commerce et d'assurer la participation de tous les Américains à la nouvelle économie. Les télécommunications se présentent, et au moins pour une bonne décennie encore, comme le conducteur principal du développement global. Il est apparu nécessaire au gouvernement américain de légiférer le U.S. Telecommunications Reform Act of 1996, instaurant ainsi un marché national global. L'Internet est devenu un forum, un centre de discussion, il a conduit à l'achat d'un ordinateur dans chaque maison et à une connexion à toutes les cultures et à la

disposition d'un professeur sur tous les sujets. La question est de savoir qui bénéficie de cette technologie moderne.

En 2000, l'ensemble des opérations transatlantiques concernées représente 120 milliards de dollars de chiffre d'affaires. De nouveaux accords ont été mis en place, afin de sauvegarder le marché et de permettre un plus grand accès de la population aux téléphones, aux télécommunications et aux autoroutes de l'information. Le gouvernement américain insiste pour que le secteur privé soit responsable du développement de l'information électronique, même si, dans certaines occasions, l'action du gouvernement peut être requise. Il faut mettre en place des règles, voire des lois internationales, sur la protection du consommateur, pour éviter les détournements de la propriété intellectuelle et la piraterie informatique, qui font peser des risques énormes à la nouvelle économie, et coûtent déjà 250 milliards de dollars par an.

Pour les États-Unis, la sécurité internationale est garantie par les résultats économiques

Pour le gouvernement américain, les résultats économiques jouent un rôle vital dans la sécurité internationale et il est impossible de distinguer les intérêts stratégiques des intérêts économiques. Il existe une corrélation inévitable entre les crises financières, les désordres politiques et les guerres. Un nouveau concept de sécurité, fondé sur un réseau de politiques et d'accords internationaux, doit se mettre en place pour sécuriser et renforcer les avancées de la démocratie et des marchés libres. C'est l'organisation militaire (Organisation du traité de l'Atlantique nord - OTAN) et les accords économiques comme le FMI (Fonds Monétaire International), le GATT (General Agreement on Tariff and Trade) et la Communauté économique européenne, qui ont permis de réduire les conflits séculaires. Pour le gouvernement américain, le système international a besoin d'un leadership fort. D'abord, les forces du marché ne garantissent pas la prospérité (les économies en transition en portent témoignage). Ensuite, la prospérité sans intégration internationale ne produit pas une stabilité garantie, car les conflits peuvent être latents. Enfin, le processus d'intégration (qui rend les conflits si onéreux qu'ils apparaissent impossibles) doit lui-même être renforcé par un leadership politique puissant. Sans un pays dominant, sans une organisation internationale respectée, les conflits subsistent,

comme l'ont démontré les deux dernières guerres mondiales. Les coûts économiques n'ont pas empêché les guerres. Dans ce contexte, les ambassades américaines fournissent une aide appropriée aux entreprises nationales.

Le gouvernement américain est le seul à faire du concept de géoéconomie une réalité stratégique quotidienne. Du fait de sa puissance, le gouvernement des États-Unis constitue une protection contre les dangers qui menacent ses intérêts nationaux, mais aussi ceux de ses alliés, pour éviter la déstabilisation des relations internationales. Le Sénat a demandé la « criminalisation » de l'espionnage économique sur le sol américain. Aujourd'hui ; les considérations commerciales jouent un rôle fondamental dans la politique étrangère américaine. Les administrations et les milieux d'affaire travaillent ensemble, établissent une coopération régulière et construisent les bases suffisantes pour la mise en place de marchés globaux ouverts. Les États-Unis établissent des règles de conduite commerciales fondées notamment sur les règles définies par les droits de l'homme. De même, une concertation constante existe entre les milieux d'affaires et Washington concernant la diplomatie commerciale et la question des contrôles unilatéraux à l'exportation pour des raisons de politique étrangère. Ainsi, lorsque l'économie américaine n'a pas le monopole de la production, le gouvernement doit négocier des sanctions multilatérales (notamment pour les pays « voyous » ou « rogue states »), les sanctions unilatérales ne s'exerçant que si les intérêts nationaux sont directement en jeu. À défaut d'un ordre, les États-Unis imposent des règles. La loi américaine est devenue universelle, les normes techniques s'en inspirant sous l'influence de leurs négociateurs du service public.

Le développement des services de contre-intelligence

L'administration américaine s'est donnée pour objectif de mettre, de manière offensive, ses capacités de renseignement au service des entreprises et d'organiser l'environnement informationnel. Les services de « contre-intelligence » (counterintelligence) sont dorénavant directement impliqués dans les activités commerciales et industrielles. Autrement dit, une information secrète sur Renault ou sur Toyota peut être fournie aux Big Three (General Motors, Ford, Chrysler). Étant donné que le gouvernement défend officiellement l'idée d'une

compétition loyale comme fondement de toute pratique commerciale, la Central Intelligence Agency (CIA) ne souhaite pas officiellement s'engager dans ce processus. On a donc développé, à côté, plusieurs organismes d'information au sein de la National Industry Security Information, de la Defence Technical Information Center (DTIC) et du CIRDC (Central Information Reference Collection) de la CIA et des officines d'espionnage industriel privées.

L'Internet a encore accéléré le phénomène avec les nouvelles formes de criminalité économique (notamment le « hacking », le chantage auprès des institutions bancaires, la désinformation). En 1991, la CIA a élargi ses mandats de la lutte contre la drogue et le crime organisé aux pratiques déloyales et aux méthodes frauduleuses des firmes commerciales, voire de pays amis, à la recherche du renouveau économique américain. C'est le domaine de l'intelligence économique. L'idée était que les États-Unis avaient perdu le leadership dans de nombreux domaines industriels, le directeur de la CIA affirmant même que dans le domaine des ordinateurs à usage militaire, des semi-conducteurs pour armes intelligentes et des télécommunications, la domination américaine était révolue. Cela était dû à l'aide des États étrangers en faveur de leurs entreprises nationales et à la contribution des services secrets pour s'approprier les secrets industriels américains. Ainsi, une campagne de presse a dénoncé, sans preuve, l'espionnage systématique des pays européens, notamment de la France, dans les domaines de l'aéronautique, de la défense et de l'espace. Les États-Unis se sont alors préparés à cette lutte souterraine. Aujourd'hui, la CIA se propose d'entreprendre une action d'espionnage industriel. Elle s'engage déjà dans une mission d'étude et d'analyse des grands courants économiques et des avancées technologiques, et elle s'arrogue une mission de lutte contre « l'intelligence ennemie ».

Dans cette stratégie, la prospérité économique est supposée dépendre de la capacité de l'économie américaine à être compétitive sur les marchés globaux, les exportations assumant plus de 11,5 millions d'emplois et le tiers de la croissance économique. Les missions de commerce à l'étranger constituent la pierre angulaire de la National Export Strategy, en vue d'ouvrir les marchés, d'identifier et de sécuriser les opportunités d'exportation et d'investissement et de présenter les produits, les technologies et les expertises des

entreprises américaines dans le monde. Ces actions tendent à contrecarrer les pratiques promotionnelles des concurrents, par la mise en place d'un partenariat entre le secteur privé et le secteur public des États-Unis en vue d'améliorer la compétitivité des acteurs économiques américains.

L'Advocacy Center : machine de propagande ou centre d'observation ?

Le système américain de chasse aux contrats internationaux (Advocacy Policy) repose sur l'Advocacy Center (ou « War room ») créé au Département du commerce en 1993. Son rôle n'est pas de diriger la manœuvre de vente, mais de faciliter la réalisation de l'opération en aplanissant des problèmes administratifs aux États-Unis et en apportant des soutiens d'information et d'opérations. Il coordonne les moyens d'appui du gouvernement (financement, expertises géopolitiques, coordination des ministères, par exemple). Il se sert de l'Advocacy Network qui réunit des compétences des acteurs politico-administratifs, lesquels se proposent de faire remonter toute l'information utile pour les agents économiques américains. Le système est interactif. Les ambassades et les consulats épluchent les appels d'offre et sont à l'écoute des desiderata des demandeurs. Ce système a permis notamment le choix du marché Sivam de couverture radar de l'Amazonie par Raytheon (10 milliards de francs) au détriment de Thomson. Cette diplomatie recherche l'effet immédiat. Pourtant, l'efficacité du système n'est pas incontestable (3).

L'Advocacy Center ressemble parfois à une machine de propagande pour le commerce américain plutôt qu'à un centre d'observation stratégique du commerce international. S'il reçoit beaucoup d'informations classifiées, le renseignement américain n'est pas toujours à même de contribuer efficacement à la stratégie géoéconomique. Le gouvernement américain a besoin d'un consensus national sur le caractère central des intérêts commerciaux dans la politique étrangère. La principale responsabilité accordée à l'État est de vérifier que les intérêts des compagnies et des travailleurs américains reçoivent un traitement loyal dans la compétition mondiale.

Favoriser la circulation de l'information

Si le besoin d'informations n'est pas né avec l'intelligence économique, la mise en place d'un système la structurant au niveau d'une nation ou d'une collectivité territoriale, permet la disponibilité d'un système cohérent de production de savoir, de circulation et de protection de l'information et de la communication. Pour passer du renseignement à l'intelligence économique, un besoin d'éthique apparaît. L'intelligence économique a aussi créé un langage, un vocabulaire adapté au monde industriel et commercial. Il faut également noter que contrairement aux autres biens, l'information gagne de la valeur lorsqu'elle est consommée, c'est-à-dire lorsqu'elle circule. L'information est à ce titre un élément de la chaîne de valeur lorsqu'elle est construite par des réseaux et partagée (c'est en cela qu'Internet est un outil important de l'intelligence), alors que le renseignement relève plus d'un partage entre initiés.

L'intelligence économique repose sur l'information. On distingue quatre types d'informations « ouvertes » pour l'entreprise : la mémoire (environ 90 % des informations), les informations des médias, celles des firmes (visites actives, réunions), l'expertise (savoir interne de l'entreprise) et les foires et expositions. L'information fermée se trouve auprès des partenaires de l'entreprise. Le lien entre la mémoire de l'entreprise et le réseau constitue l'une des étapes de l'intelligence économique. Cette information travaillée, triée, constitue l'information dynamique, c'est-à-dire efficace.

Les freins repérés au développement de l'intelligence économique sont :

- le manque de communication, d'interaction et de coordination de l'ensemble des sous-systèmes constituant les tissus nationaux d'intelligence,
- le cloisonnement entre collecte, transformation, analyse et utilisation de l'intelligence au sein des nations,
- le recrutement limité des sources, un manque de formation et de sensibilisation des nationaux,
- la non-participation des médias,
- la mauvaise gestion du secret,
- la gestion désordonnée des connaissances et des patrimoines culturels des nations,
- la faible aptitude à utiliser et à valoriser l'information immédiatement disponible dans la courte durée.

En France, l'Intelligence économique est encore souvent confondue avec l'espionnage

L'information économique a toujours été un enjeu stratégique pour les nations. Du fait des conflits et de l'avènement d'une économie de marché il existe aujourd'hui une fracture entre les services secrets et la société civile. Ce blocage culturel sur le renseignement explique partiellement le retard pris par la France concernant l'intelligence économique, alors que celle-ci est très développée chez les anglo-saxons. En France, le renseignement est très lié à l'idée de surveillance policière. De ce fait, c'est seulement lors de la guerre d'Algérie que l'action des services de renseignement a été prise en compte avec la mise en place d'une organisation cohérente du renseignement, surtout fondé sur les moyens industriels de guerre. Il en résulte aujourd'hui une méfiance toujours importante dans les processus administratifs face à l'utilité de l'information disponible par l'autre. Autrement dit, la société française est plus encline à sauvegarder ses informations hors du regard des autres (parfois même du citoyen) qu'à la chercher à l'extérieur, sauf dans le secteur militaire.

La France se caractérise par une méfiance vis-à-vis de l'intelligence économique que l'on associe souvent à l'espionnage. Les activités publiques de renseignement relèvent de deux tutelles : le ministère de l'Intérieur (avec les Renseignements généraux (RG) et la Direction de la surveillance du territoire (DST)) et celui de la Défense (DGSE, Direction générale de la sécurité extérieure). La Commission nationale de l'informatique et des libertés (CNIL) intervient aussi par l'intermédiaire du droit en surveillant la création de fichiers informatiques pour garantir la liberté individuelle. L'État met parfois ses services d'information à la disposition des entreprises.

Les grands groupes industriels français développent également de plus en plus leurs propres dispositifs d'intelligence économique. En outre, avec le développement des activités d'innovation et de propriété industrielle, les PME-PMI, soutenues par les Chambres de commerce, utilisent de plus en plus les outils de la veille stratégique. Il existe aujourd'hui des associations professionnelles spécialisées, comme la SCIP (Society of Competitive Intelligence Professional) et des formations universitaires. Pour le rapport Martre (4), la mise en œuvre d'un véritable système

d'intelligence économique en France doit s'accompagner de réformes portant d'une part sur la capacité des administrations à organiser une diffusion coordonnée d'informations stratégiques et d'autre part sur la capacité des entreprises à coordonner leur savoir-faire et collecter et diffuser l'information.

Une Délégation générale à l'intelligence économique a été créée au sein du Ministère de l'économie et des finances en octobre 1994, en réponse au rapport Carayon. Cette Délégation a pour mission, dans le cadre compétitif de la mondialisation, de fournir au gouvernement et aux entreprises des analyses et des réflexions prospectives en matière économique, financière, industrielle et commerciale. Cinq objectifs lui ont été nommément attribués :

- Aider le gouvernement à affiner ses choix stratégiques dans le domaine de l'économie mondiale,
- Mettre en place une veille concurrentielle sur la base d'une approche pluridisciplinaire,
- Développer les outils utiles à la mise à disposition de ces informations aux entreprises,
- Anticiper, autant que faire se peut, les événements, les évolutions ou les décisions des organismes internationaux, des gouvernements et des entreprises étrangères qui pourraient nuire aux intérêts de la nation et de ses entreprises,
- Proposer des contre-mesures efficaces, discrètes, susceptibles de ne pas faire l'objet de contentieux internationaux.

Le Japon, leader de la veille technologique

Le Japon est considéré comme une référence en matière d'intelligence économique, car il est celui qui a le mieux compris l'importance de l'information et à l'avoir organisée comme élément premier de sa compétitivité. Les Japonais sont les leaders de la veille technologique. La Constitution japonaise de 1868 mentionnait que le Japon se devait de chercher la connaissance dans le monde entier afin de renforcer les fondements du pouvoir impérial. Aujourd'hui, la part attribuée à l'information scientifique et technique est d'environ 10 à 15 % de l'ensemble des budgets de recherche et développement. Pour les Japonais, la veille technologique est la première phase de la création et de la commercialisation de tout produit. L'organisation de la veille stratégique au Japon

repose sur le triptyque « État-entreprise-citoyen ». L'inscription de la veille technologique dans la Constitution japonaise fait que tout citoyen japonais est concerné. Les entreprises japonaises se sont dotées de moyens importants en implantant des bureaux à l'étranger, de nombreux employés ont pour mission de voyager à travers le monde pour détecter les innovations qui intéresseraient l'entreprise. Cette intelligence économique ne s'applique pas directement au secteur militaire. Mais, compte-tenu du développement dual (civil et militaire) des technologies, les applications militaires sont toujours présentes sur le marché, notamment dans les consommations intermédiaires. Les Etats-Unis ont mis en place des barrières douanières pour certains composants de matériels militaires, en arguant la nécessité d'une certaine supériorité et autarcie pour la production des armes. Comme l'OMC admet le principe d'une protection des industries nationales d'armement, la procédure a pu être mise en place, même si le secteur civil national profite de cet « effet d'aubaine » dans la compétition avec les concurrents étrangers.

Aux Etats-Unis, l'Intelligence Economique (IE) constitue un instrument important de la défense et de la sécurité nationales

Les États-Unis ont développé un système d'intelligence économique très puissant, qui a comme caractéristiques d'être à la fois très dispersé et de ne fonctionner que très rarement au niveau national. Chaque entreprise a son propre système, elle ne s'intéresse qu'au segment qui la concerne et la recherche de l'information est alors orientée sur le court terme. Le Business Intelligence consiste surtout dans la consultation des banques de données faites par les « *informations brokers* » qui effectuent les recherches, sur mesure, concernant l'analyse des brevets ou le lobbying (5). Le système d'intelligence économique aux États-Unis repose sur les sources d'informations du Congrès (Sénat et Chambre des représentants), du gouvernement, des agences fédérales indépendantes, des associations professionnelles, de la presse privée de l'information, des « *think tanks* » (organismes de réflexion sur des sujets donnés qui réunissent des chercheurs, des représentants des administrations et des entreprises privées), les universités, les organismes internationaux aux

États-Unis, les radios et télévisions. Les Etats-Unis et l'Europe ont proposé à la Russie une aide financière et technologique pour assurer la conversion des industries d'armement conventionnelles, mais Moscou n'a jamais accepté, même dans le cas d'installations militaires obsolètes, une coopération qui l'aurait contraint à recevoir des Commissions d'inspection des pays donateurs, capables ensuite d'obtenir des informations critiques sur le niveau des équipements militaires de feu l'Union soviétique.

Depuis la Présidence de Bill Clinton, l'intelligence économique est devenue une politique technologique fédérale particulièrement suivie, par référence à la sécurité nationale, pour renforcer la compétitivité des entreprises nationales et les aider à faire face à la concurrence japonaise. Cette action publique constitue un instrument fort de la puissance des Etats-Unis, en augmentant à court et moyen terme le potentiel de défense des USA face aux agressions extérieures éventuelles.

Bibliographie

Audigier M., Coulon G., Rassat P. (2003) *L'Intelligence économique, un nouvel outil de gestion*, Maxima, octobre.

Baumard, P. (2002), Les limites d'une économie de la guerre cognitive, in *La manipulation de l'information* (Harbulot & Lucas, Ed.), Ed. Lavauzelle. Paris.

Besson B., Possin J-C. (2001), *Du renseignement à l'intelligence économique*, Dunod, Paris.

Chatterji, M., Fontanel, J., Hattori, A. (1996), *Arms spending, development and security*, Ashing Publishing House, New Delhi

Carayon, B. (2003), *Intelligence économique, compétitivité et cohésion sociale*, Rapport à destination du Premier Ministre, Juillet.

Cook, M., Cook C. (2000), *Competitive Intelligence*, Kogan Page, 2000.

Coulomb, F., Fontanel, J. (2006) Mondialisation, guerre économique et souveraineté nationale, *La question politique en économie internationale*, La Découverte.

Fontanel, J., Borissova, I., Ward, M. (1995) The principles of arms conversion in the case of Russia, *Defence and Peace Economics* 6(3)

Fontanel, J. (1995), *Organisations économiques internationales*, Ed. Masson.

Fontanel, J., Bensahel, L. (2002), Guerre et économie. Les liaisons dangereuses, *Revue Géoéconomie*, fin 2002.

Fontanel, J., Arrow, K., Klein, A. Sen (2003) *Civilisation, globalisation et guerre*, Presses Universitaires de Grenoble, PUG, Grenoble.

Fontanel, J. (2005), *La globalisation en analyse*, L'Harmattan, Paris.

Harbulot C. (2000), *La Guerre cognitive, l'arme de la connaissance*, Lavauzelle Ed..

Levet, J-L. (2002), *Les Pratiques de l'intelligence économique*, Economica,

Martre, H. (1994), *Intelligence économique et stratégie des entreprises*, Commissariat au Plan, La Documentation Française, Paris.

Massé, G., Marcon, C., Moinet, N. (2006), *Les fondements de l'intelligence économique : Réseaux et jeu d'influence*, Market Management

Oubrich, M. (2007), *L'intelligence économique*, La Revue des Sciences de gestion.

Smith, R., Fontanel, J. (2008) *International Security, defence economics and the powers of Nations*, *War, peace and security*, 37-51

Steele, R. (1997), *Intelligence stratégique aux Etats-Unis ? Mythe ou réalité*. Revue française de géoéconomie

Wang Qi (2003) *What is Intelligence Work ?* Conférence "Intelligence économique. Recherche et application, Paris, Avril.